Analyse de relations Chine /Japon.

Coopération ou compétition ?

1- *Introduction:*

A) *Prémisses historiques*

La Chine et le Japon ont partagé des aspects culturels, historiques et économiques, un lien qui a vu l'un peut l'autre s'imposer, un lien qui influence encore le présent et l'avenir des deux pays. La narration des récents développements géopolitiques des relations sino-japonaises part nécessairement d'une prémisse historique qui nous permet de cadrer et de comprendre les principales questions critiques actuelles.

La Chine et le Japon ont partagé des aspects culturels, historiques et économiques, un lien qui a vu l'un puis l'autre s'imposer, un lien qui influence encore le présent et l'avenir des deux pays. La narration des récents développements géopolitiques des relations sino-japonaises part nécessairement d'une prémisse historique qui nous permet de cadrer et de comprendre les principales questions critiques actuelles.

Le traité de Shimoneseki[1], signé en 1895 à la fin de la première guerre sino-japonaise, sanctionne la victoire du Japon sur la Chine, qui doit céder Taïwan, les îles Pescadores voisines, la péninsule de Liaodong au nord-est et est contrainte d'abandonner le contrôle de la Corée, qui passe ainsi sous influence japonaise. Le destin des Japonais s'est toutefois mêlé à la Seconde Guerre mondiale et le Japon, vaincu, a quitté la Chine en 1945. Sous Mao, la politique étrangère de la RPC était marquée par l'isolement et les relations ont repris en 1972, année de la normalisation des relations diplomatiques et moment préliminaire au traité de paix et d'amitié de 1978[2].

L'équilibre des forces entre la Chine et le Japon et leurs perceptions respectives à ce sujet sont les principaux déterminants de la stabilité dans la région Asie-Pacifique. Les relations sino-japonaises semblent avoir une double structure construite autour de la longue histoire

---

1 Digithèque de matériaux juridiques et politiques ; Traité de paix de Shimonoseki ((17 avril 1895) https://mjp.univ-perp.fr/traites/1895shimonoseki.htm (Consulté le 10 avril 2021)

2 Esmein Jean, « 1978 : au temps de l'amitié sino-japonaise », Monde chinois, 2017/2 (N° 50), p. 141-146. DOI : 10.3917/mochi.050.0141. URL : https://www.cairn.info/revue-monde-chinois-2017-2-page-141.htm Consulté le 10 avril 2021)

d'interaction entre les deux pays. Ils tirent parti de sentiments doubles et contradictoires en raison de la supériorité perçue de l'un sur l'autre dans les relations hiérarchiques de la région. Selon la théorie de l'intégration, l'interdépendance économique croissante entre la Chine et le Japon aurait dû déboucher sur des relations politiques plus cordiales. C'est le contraire qui s'est produit, comme le résume l'expression " “hot economics, cold politics”[3]. Même si les deux parties reconnaissent la valeur de la coopération pour un bénéfice partagé, les rivalités commerciales et stratégiques se sont intensifiées, remettant en question la validité de la théorie de l'intégration.

En vertu des dispositions du traité de paix et d'amitié du 12 août 1978, la Chine et le Japon développeront des relations durables de paix et d'amitié, promettant de résoudre les différends sans recourir à la force ou à la menace de la force et s'engageant à développer leur coopération économique et culturelle. Enfin, les deux parties se sont engagées à ne pas rechercher l'hégémonie dans la région Asie-Pacifique ou dans d'autres régions et à empêcher des États tiers de la rechercher[4]. Les nécessités géopolitiques servent de ciment au rapprochement sino-japonais, et les relations économiques, politiques et culturelles commencent à se développer par la suite.

B) ***Évolutions jusqu'à à nos jours***

En vertu des dispositions du traité de paix et d'amitié du 12 août 1978, la Chine et le Japon développeront des relations durables de paix et d'amitié, promettant de résoudre les différends sans recourir à la force ou à la menace de la force et s'engageant à développer leur coopération économique et culturelle. Enfin, les deux parties se sont engagées à ne pas rechercher l'hégémonie dans la région Asie-Pacifique ou dans d'autres régions et à empêcher des États tiers de la rechercher[5]. Les nécessités géopolitiques servent de ciment au

3 June Teufel Dreyer, China and Japan: “hot Economics, cold politics” https://www.fpri.org/article/2014/07/china-and-japan-hot-economics-cold-politics/

[4] Chine Magazine, Traité de paix sino-japonais: un nouvel ordre politique mondial, https://www.chine-magazine.com/traite-de-paix-sino-japonais-un-nouvel-ordre-politique-mondial/ (Consulté le 12 avril 2021)

[5] Chine Magazine, Traité de paix sino-japonais: un nouvel ordre politique mondial, https://www.chine-magazine.com/traite-de-paix-sino-japonais-un-nouvel-ordre-politique-mondial/ (Consulté le 12 avril 2021)

rapprochement sino-japonais, et les relations économiques, politiques et culturelles commencent à se développer par la suite.

Le Japon joue un rôle essentiel dans le processus de réforme et de développement économique de la Chine. En raison des différents niveaux de développement de la Chine et du Japon, les relations économiques sont mutuellement bénéfiques et constituent l'épine dorsale des relations bilatérales, tout en garantissant la sécurité économique de la Chine. Entre 1970 et 1973, 20 % des exportations chinoises étaient destinées au Japon, et en 1975, le volume des échanges atteignait 26 %[6].Au cours de la même période, la Chine est devenue la puissance ayant le taux d'exportation le plus élevé vers le Japon, juste derrière les États-Unis. En tant que puissance économique, le Japon est bien placé pour soutenir la modernisation chinoise, et le rôle de premier plan du Japon en tant que partenaire commercial est renforcé par sa position de principal garant des capitaux étrangers, de sorte que la Chine devient le principal bénéficiaire des prêts du gouvernement japonais (APD)[7]. Les prêts japonais sont également abondants en raison de leurs longues périodes de remboursement et du choix judicieux des projets ; ils jouent un rôle clé dans la construction économique de la Chine et dans sa sécurité nationale en général.

Ces dernières années, le commerce du Japon avec la Chine, tant au niveau des exportations que des importations, a connu une croissance considérable au cours des dernières années. En 2002 en particulier, les exportations japonaises vers la Chine ont enregistré leur plus forte croissance de la dernière décennie, soutenue par une forte demande intérieure et par les effets de l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à la fin de 2001. En conséquence, en termes d'évolution de la part du commerce par pays/région au la Chine a augmenté sa part de 5 à 10 % dans les exportations et de 12 à 18 % dans les importations. En particulier, en ce qui concerne les importations par pays, la Chine est désormais le premier partenaire commercial du Japon, puisque les importations en provenance

[6] Ministry of Commerce people's Republic of China, Foreign Trade Cooperation between China and Japan (1970-1975) http://english.mofcom.gov.cn/article/statistic/foreigntradecooperation/?5 (Consulté le 12 avril 2021)

[7] L'APD du Japon; https://www.jica.go.jp/french/publications/annual/2017/c8h0vm0000db34dw-att/2017_07.pdf (Consulté le 12 avril 2021)

de Chine ont dépassé celles en provenance des États-Unis en 2002[8]. Le débat des deux dernières décennies sur les défis possibles à l'ordre de l'Asie-Pacifique fait de la croissance de la puissance politique, militaire et économique de la République populaire de Chine la principale menace à la stabilité régionale, ce qui incite à penser que la Chine prend ces mesures dans la perspective d'une conception plus large de la concurrence internationale. Le débat sur la menace de la croissance chinoise légitime de la même manière le Japon à acquérir une plus grande autonomie militaire et à développer un sentiment nationaliste défensif.

Même si le but de ce travail n'est pas celui d'entamer une analyse géopolitique, il faut rappeler des notions basiques qui pourront nous aider à mieux comprendre et positionner les choix des deux Nations prisent en considération. La « grand strategy » peut être comprise, selon la définition de Barry Posen[9], comme « un processus politico-militaire, entre la fin et les moyens, une théorie de chaque État sur ce qui pourrait lui permettre d'assurer sa propre sécurité ». Lorsqu'il s'agit d'apporter un cadre conceptuel aux problématiques géopolitiques actuelles, en particulier en Asie, le nom du géographe Halford Mackinder est sans conteste celui qui est invoqué le plus fréquemment. Son article de 1904, « The Geographical Pivot of History », ainsi que son ouvrage publié en 1919 « Democratic Ideals and Reality » (dans lequel on trouve l'aphorisme cité supra) sont en effet souvent présentés comme des textes fondateurs de la géopolitique et régulièrement mobilisés pour éclairer des situations contemporaines[10].

Comme analysé par Céline Pajone, dans son « Le Japon d'Abe face à la Chine Xi : de la paix froide à la guerre chaude » : la rivalité stratégique du Japon et de la Chine, notamment au plan de la construction régionale, semble aujourd'hui ravivée. Elle s'était amorcée au cœur des années 2000. Pékin privilégiait alors la construction d'une communauté asiatique restreinte, centrée autour des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) + 3 (Chine,

---

[8] Bank of Japan Research and Statistics Department August 2003, Trade Between Japan and China: Dramatic Expansion and Structural Changes, https://www.boj.or.jp/en/research/wps_rev/ec/data/rkt03e03.pdf (Consulté le 12 avril 2021)

[9] Wasinski Christophe, « Théories des relations internationales, doctrines militaires et pensée stratégique et de sécurité », Les Champs de Mars, 2003/2 (N° 14), p. 145-172. DOI : 10.3917/lcdm1.014.0145. URL : https://www.cairn.info/revue-les-champs-de-mars-ldm-2003-2-page-145.htm (Consulté le 12 avril 2021)

[10] Lukin Artyom, « Mackinder Revisited: Will China Establish Eurasian Empire 3.0? », The Diplomat, https://thediplomat.com/2015/02/mackinder-revisited-will-china-establish-eurasian-empire-3-0/ (Consulté le 12 avril 2021)

Japon, Corée), cadre où son influence serait la plus forte. Tokyo, de son côté, soutenait un format élargi, selon le schéma du sommet de l'Asie orientale de 2005, du type ASEAN + 6, ouvert aux démocraties que sont l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et permettant de contrebalancer le poids de la Chine[11].

L'Asie est un continent dont l'équilibre politique est profondément influencé par des puissances historiques extracontinentales telles que la Russie (dont les territoires s'étendent jusqu'en Sibérie) et les États-Unis (dont les territoires s'étendent jusqu'à l'océan Pacifique avec Hawaï et d'autres petites îles dans la partie extrême orientale de cette mer). Historiquement et par phases alternées, selon leur vocation politique, la Turquie et l'Iran, traditionnellement considérés comme plus impliqués dans les affaires du Moyen-Orient, tendent aussi à avoir de l'influence.

Ce petit rappel géopolitique a son importance car la confrontation entre les deux puissances prise en compte, influence les équilibres asiatiques (à titre d'exemple, la Chine d'aujourd'hui compte plus que celle du moment de la Paix de Versailles et le Japon des "21 points" est différent de celui d'aujourd'hui).

Trop souvent on se réfère à « l'Asie » comme si on parlait d'une seule entité sans se rappeler qu'elle est composée par une multipolarité d'acteurs (plus au moins importants sur la scène mondial). Ces différents acteurs, vu l'immensité du territoire géographique impliquée peuvent être regroupé dans des sous-régions asiatique.

Rien de surprenant que la région Asie-Pacifique (allant de la Corne de l'Afrique à la mer de Chine méridionale) tende à devenir le nouveau centre de gravité de la politique mondiale[12] et le Japon et la Chine cherchent d'imposer leurs présences dans la domination de la Région.

---

[11] Pajon Céline, « Le Japon d'Abe face à la Chine de Xi : de la paix froide à la guerre chaude ? », Politique étrangère, 2014/3 (Automne), p. 23-34. DOI : 10.3917/pe.143.0023. URL : https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-3-page-23.htm (Consulté le 12 avril 2021)

[12] Hamel Tewfik, « La géopolitique de l'Asie-Pacifique et l'émergence de la Chine », Géoéconomie, 2014/4 (n° 71), p. 123-140. DOI : 10.3917/geoec.071.0123. URL : https://www.cairn.info/revue-geoeconomie-2014-4-page-123.htm (Consulté le 12 avril 2021)

En vertu des dispositions du traité de paix et d'amitié du 12 août 1978, la Chine et le Japon développeront des relations durables de paix et d'amitié, promettant de résoudre les différends sans recourir à la force ou à la menace de la force et s'engageant à développer leur coopération économique et culturelle. Enfin, les deux parties se sont engagées à ne pas rechercher l'hégémonie dans la région Asie-Pacifique ou dans d'autres régions et à empêcher des États tiers de la rechercher[13]. Les nécessités géopolitiques servent de ciment au rapprochement sino-japonais, et les relations économiques, politiques et culturelles commencent à se développer par la suite.

Le Japon joue un rôle essentiel dans le processus de réforme et de développement économique de la Chine. En raison des différents niveaux de développement de la Chine et du Japon, les relations économiques sont mutuellement bénéfiques et constituent l'épine dorsale des relations bilatérales, tout en garantissant la sécurité économique de la Chine. Entre 1970 et 1973, 20 % des exportations chinoises étaient destinées au Japon, et en 1975, le volume des échanges atteignait 26 %[14].Au cours de la même période, la Chine est devenue la puissance ayant le taux d'exportation le plus élevé vers le Japon, juste derrière les États-Unis. En tant que puissance économique, le Japon est bien placé pour soutenir la modernisation chinoise, et le rôle de premier plan du Japon en tant que partenaire commercial est renforcé par sa position de principal garant des capitaux étrangers, de sorte que la Chine devient le principal bénéficiaire des prêts du gouvernement japonais (APD)[15]. Les prêts japonais sont également abondants en raison de leurs longues périodes de remboursement et du choix judicieux des projets ; ils jouent un rôle clé dans la construction économique de la Chine et dans sa sécurité nationale en général.

Ces dernières années, le commerce du Japon avec la Chine, tant au niveau des exportations que des importations, a connu une croissance considérable au cours des dernières années. En 2002 en particulier, les exportations japonaises vers la Chine ont enregistré leur plus forte croissance de la dernière décennie, soutenue par une forte demande intérieure et par les effets de l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à la fin de

[13] Chine Magazine, Traité de paix sino-japonais: un nouvel ordre politique mondial, https://www.chine-magazine.com/traite-de-paix-sino-japonais-un-nouvel-ordre-politique-mondial/ (Consulté le 12 avril 2021)

[14] Ministry of Commerce people's Republic of China, Foreign Trade Cooperation between China and Japan (1970-1975) http://english.mofcom.gov.cn/article/statistic/foreigntradecooperation/?5 (Consulté le 12 avril 2021)

[15] L'APD du Japon; https://www.jica.go.jp/french/publications/annual/2017/c8h0vm0000db34dw-att/2017_07.pdf (Consulté le 12 avril 2021)

2001. En conséquence, en termes d'évolution de la part du commerce par pays/région au la Chine a augmenté sa part de 5 à 10 % dans les exportations et de 12 à 18 % dans les importations. En particulier, en ce qui concerne les importations par pays, la Chine est désormais le premier partenaire commercial du Japon, puisque les importations en provenance de Chine ont dépassé celles en provenance des États-Unis en 2002[16].

3 - Rapports commerciaux sino-japonais

Malgré leurs efforts pour regarder ensemble le passé, les deux pays sont conscients de la persistance de fortes animosités historiques et vivent dans un scepticisme mutuel quant aux actions futures. Un facteur décisif qui alimente l'incertitude dans les relations bilatérales est le déplacement du pouvoir économique entre les deux États. La croissance économique de la Chine malgré la crise économique de 2008, sa diplomatie sophistiquée en Asie de l'Est et sa stature internationale accrue remettent en question les hypothèses à long terme de la domination économique régionale et internationale du Japon. En 2006, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du Japon et, en 2007, son premier marché d'exportation, remplaçant les États-Unis dans ces deux rôles[17].

Comme souligné dans l’ouvrage « Le face-à-face Chine Japon » de Claude Meyer : cette complémentarité presque parfaite des échanges sino-japonais résulte du différentiel de développement des deux économies sur le plan technologique. Le Japon exporte vers la Chine des biens à fort contenu technologique et importe des produits de faible valeur ajoutée. La complémentarité des échanges entre les deux pays s’explique ainsi par le jeu de leurs avantages comparatifs avance technologique d’un côté, coût de la main-d’œuvre de l’autre qui structure une division du travail mutuellement bénéfique. Cette relation est cependant asymétrique, car la dépendance est plus marquée pour la Chine, tant la rapidité du développement industriel chinois repose sur l’apport technologique de sociétés étrangères ; le Japon est moins tributaire

[16] Bank of Japan Research and Statistics Department August 2003, Trade Between Japan and China: Dramatic Expansion and Structural Changes, https://www.boj.or.jp/en/research/wps_rev/ec/data/rkt03e03.pdf (Consulté le 12 avril 2021)

[17] WTO, Direction of Trade Statistics Yearbook 2011, Washington, DC , 2011, p. 305 https://data.imf.org/?sk=9d6028d4-f14a-464c-a2f2-59b2cd424b85&sId=1539174008154 (Consulté le 13 avril 2021)

de la conjoncture chinoise, car ses entreprises implantées en Chine pourraient rapatrier une partie de leur production et transférer le reste dans d'autres pays d'Asie si l'évolution des relations politiques le rendait nécessaire[18].

De plus, à témoignage des importantes relations entre les deux puissances : le 15 avril 2016, le ministre chinois a également présenté six propositions visant à approfondir la coopération bilatérale dans le domaine du commerce et des investissements. Il faut d'abord mettre activement en oeuvre les importants consensus auxquels leurs dirigeants sont parvenus en matière de coopération sur les marchés tiers dans le cadre de l'initiative "Belt and Road Initiative, BRI". M. Zhong a par ailleurs souhaité que l'on déploie des efforts conjoints pour soutenir le système commercial multilatéral avec des actions pratiques et que l'on s'oppose fermement au protectionnisme commercial. Troisièmement, il a souhaité renforcer la coopération dans les domaines tels que la fabrication haut de gamme et l'innovation. Quatrièmement, a noté le ministre, le Japon est invité à la première édition du Salon international chinois de l'import (CIIE) en novembre prochain à Shanghai. Il a par ailleurs souhaité que les deux parties renforcent leur coopération commerciale en matière de services. Enfin, sixièmement, M. Zhong a dit vouloir l'accélération des négociations sur l'accord de la zone de libre-échange Chine-Corée du Sud-Japon et la conjugaison des efforts pour parvenir à un accord moderne, global et mutuellement bénéfique sur le Partenariat économique intégral régional (RCEP) de haute qualité le plus vite possible. Pour sa part, le ministre japonais de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie, Hiroshige Seko, a indiqué que son pays avait salué les nouvelles mesures visant à élargir l'ouverture de la Chine annoncées par le président Xi Jinping à Boao[19].

4 - ***Changement de politique externe : l'impact de la "Belt and Road Initiative"***

L'objectif officiel du gouvernement chinois qui promeut l'initiative "Belt and Road" est de renforcer les liens commerciaux avec les pays traversés par les routes terrestres et maritimes

---

18 Meyer Claude, « Le face-à-face Chine/Japon. Partenaires et rivaux », Études, 2006/12 (Tome 405), p. 585-596. DOI : 10.3917/etu.056.0585. URL : https://www.cairn.info/revue-etudes-2006-12-page-585.htm (Consulté le 13 avril 2021)

19 Xinhuanet news, Les ministres chinois et japonais du Commerce s'engagent à renforcer la coopération économique bilatérale, http://french.xinhuanet.com/2018-04/16/c_137114614.htm, (Consulté le 13 avril 2021)

proposées, grâce au soutien d'un nouveau réseau de communication, à la création d'infrastructures logistiques, à la coopération monétaire et financière, au renforcement des liens diplomatiques et à l'amélioration des échanges culturels. Mais, clairement dans une façon moins officielle, ce projet est la tentative ultime de la Chine de conquérir l'Asie par une stratégie de soft power.

Plus de 120 milliards de dollars US, c'est la valeur estimée des projets impliquant des entreprises chinoises et les différents pays le long de la route de la soie. Mais si les chiffres et l'impact économique de l'initiative sont maintenant bien connus, il faut aussi souligner l'importance fondamentale que le gouvernement chinois accorde à la Route de la Soie dans son discours politique44. Lancée en 2013 par l'actuel président Xi Jinping, la nouvelle route de la soie a une valeur stratégique dans le récit de la revalorisation de l'image de marque par les dirigeants de la République populaire. En fait, depuis les années 1990, la Chine tente de changer son image : d'une nation potentiellement dangereuse, elle est devenue un acteur fiable de la politique multilatérale[20].

La nouvelle politique de la Chine pourrait, réduire les conflits avec son voisinage dans la région. Cela fait suite à certaines des conclusions tirées il y a un an lors d'une table ronde politique parrainée par l'Institut chinois des relations internationales contemporaines (CICIR), le nouveau consensus, qui n'exclut pas une confrontation à plus long terme avec les États-Unis et le Japon, propose à la région une approche économique au lieu des actions basées sur les différends de ces dernières années[21].

Il est frappant de constater que rien n'a été dit sur la résolution des conflits, ce qui suggère que les voisins sont censés rendre la pareille en réduisant le profil de leurs attentes et de leurs revendications. Par conséquent, ce consensus laissera toujours de côté les points de vue plus libéraux de la Chine. Mais il est également susceptible de limiter les expressions plus

---

[20] Mottet Éric, Lasserre Frédéric, « Les enjeux géopolitiques de la Belt and Road Initiative : l'exemple laotien du corridor économique Chine-Indochine », L'Information géographique, 2020/4 (Vol. 84), p. 68-86. DOI : 10.3917/lig.844.0068. URL : https://www.cairn.info/revue-l-information-geographique-2020-4-page-68.ht (Consulté le 13 avril 2021)

21 François Godement, European Council of foreing relations, SPECIAL ISSUE, EXPLAINING CHINA'S FOREIGN POLICY RESET, https://www.files.ethz.ch/isn/190166/ChinaAnalysisEng_Special_issue_1503_Final_v3_(2).pdf (Consulté le 13 avril 2021)

agressives telles que celles que l'on trouve dans certains médias officiels comme le Global Times[22].

Surement la BRI, représente le plus grande expérimentation économique et financier du XXIème siècle. Cet instrument politique et financier est tellement important d'impacter directement aussi la politique Chinoise et ses rapports internationaux.

De plus, l'importante croissance économique dérivée d'un tel projet, comporte deux grands problèmes[23]: sur le plan intérieur, les risques les plus importants sont d'ordre social et financier. Le revenu moyen a fortement augmenté en Chine ces vingt-cinq dernières années, mais les déséquilibres d'un régime de « croissance extravertie » ont accru les inégalités. Les écarts de revenus ne cessent de se creuser et les disparités régionales sont énormes. Si l'hégémonie économique de l'Empire du Soleil Levant dans la région est incontestable, la Chine dispose, en revanche, de solides atouts sur les plans diplomatique et stratégique : membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et puissance nucléaire, c'est un acteur de poids en matière de coopération et de sécurité régionales.

Outre une diplomatie économique très active où elle a résolu l'essentiel de ses conflits territoriaux, elle joue un rôle-clef dans la crise nord-coréenne et s'implique fortement dans le Forum régional de l'ASEAN sur la sécurité (ARF), ainsi que dans l'Organisation de coopération de Shanghai. Comme pour la politique économique, l'un des buts essentiels de la politique étrangère chinoise est de conforter la légitimité du Parti par le renforcement de la puissance et de l'influence internationales de la République Populaire de Chine. En découlent trois objectifs : réduire l'influence des Etats-Unis en Asie, s'opposer à toute velléité d'indépendance de Taiwan, et empêcher le Japon de s'imposer en Asie comme puissance dominante. En effet, Pékin éprouve une double crainte en matière de sécurité : l'encerclement de la Chine par les alliés militaires des Etats-Unis dans la région et la possible « émergence du Japon en tant que véritable puissance militaire, avec des capacités d'interventions extérieures

[22] Idem

[23] Meyer Claude, « Le face-à-face Chine/Japon. Partenaires et rivaux », *Études*, 2006/12 (Tome 405), p. 585-596. DOI : 10.3917/etu.056.0585. URL : https://www.cairn.info/revue-etudes-2006-12-page-585.htm

et la volonté de devenir une puissance majeure », selon les termes d'un spécialiste chinois des relations sino-japonaises[24].

En dernier lieu et à témoignage de l'interdépendance croissante entre les deux Puissances, en 2019 un pont basé sur les Etf voit le jour entre la Chine et le Japon[25] : un dispositif a été lancé pour faciliter les échanges de ces instruments entre les deux pays. Les mesures prises par le gouvernement chinois pour gérer le taux de change ont historiquement limité les flux de capitaux vers l'étranger. Les fonds négociés en bourse (ETF) peuvent sembler être un moyen improbable d'améliorer l'harmonie entre des nations rivales, mais la Chine et le Japon ont accepté de coopérer sur un nouveau système ETF conçu pour renforcer les connexions entre les marchés des deux pays. Le programme China-Japan Etf Connectivitya été dévoilé en juin lors de deux cérémonies simultanées par les dirigeants des bourses de Shanghai et de Tokyo.

5 - Conclusion

Si, au début, la montée en puissance de la Chine, elle était encore considérée comme une menace sérieuse pour l'économie japonaise (une menace qui aurait justifié l'adoption de mesures restrictives et protectionnistes) l'attitude a progressivement changé. Les deux concurrents sont devenus des partenaires offrant un grand marché aux exportations et aux investissements japonais.

Le changement s'est matérialisé progressivement, sans annonces ni tournants sensationnels, dans un contexte où les intérêts économiques ont fini par l'emporter sur les préoccupations politiques et stratégiques, qui subsistent encore. En d'autres termes, l'attrait de l'économie chinoise semble avoir vaincu la résistance politique et psychologique de la partie de la classe dirigeante japonaise qui craignait et craint toujours l'émergence d'une Chine affirmée, politiquement et économiquement forte. En outre, les opportunités que le développement économique chinois offre au Japon et à ses entreprises sont évidentes.

---

24 Idem

25 Japan-China ETF Connectivity, https://www.jpx.co.jp/english/equities/products/etfs/etf-connectivity/index.html (Consulté le 15 avril 2021)

Non seulement la Chine absorbe un flux croissant de produits finis, de composants et de produits semi-finis en provenance du Japon, mais elle offre également une abondante main-d'œuvre bon marché et des matières premières aux entreprises japonaises qui décident d'y investir.

Tout cela conduit à une plus grande intégration économique qui, en perspective, pourrait également aider à surmonter les différences politiques et à promouvoir une plus grande coopération entre les deux pays.

5 – Bibliographie

C) Œuvres scientifiques :

Digithèque de matériaux juridiques et politiques ; Traité de paix de Shimonoseki ((17 avril 1895) https://mjp.univ-perp.fr/traites/1895shimonoseki.htm

Esmein Jean, « 1978 : au temps de l'amitié sino-japonaise », Monde chinois, 2017/2 (N° 50), p. 141-146. DOI : 10.3917/mochi.050.0141. URL : https://www.cairn.info/revue-monde-chinois-2017-2-page-141.htm

Ministry of Commerce people's Republic of China, Foreign Trade Cooperation between China and Japan (1970-1975) http://english.mofcom.gov.cn/article/statistic/foreigntradecooperation/?5

Bank of Japan Research and Statistics Department August 2003, Trade Between Japan and China: Dramatic Expansion and Structural Changes, https://www.boj.or.jp/en/research/wps_rev/ec/data/rkt03e03.pdf

Wasinski Christophe, « Théories des relations internationales, doctrines militaires et pensée stratégique et de sécurité », Les Champs de Mars, 2003/2 (N° 14), p. 145-172. DOI : 10.3917/lcdm1.014.0145. URL : https://www.cairn.info/revue-les-champs-de-mars-ldm-2003-2-page-145.htm

Pajon Céline, « Le Japon d'Abe face à la Chine de Xi : de la paix froide à la guerre chaude ? », Politique étrangère, 2014/3 (Automne), p. 23-34. DOI : 10.3917/pe.143.0023. URL : https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-3-page-23.htm

Hamel Tewfik, « La géopolitique de l'Asie-Pacifique et l'émergence de la Chine », Géoéconomie, 2014/4 (n° 71), p. 123-140. DOI : 10.3917/geoec.071.0123. URL : https://www.cairn.info/revue-geoeconomie-2014-4-page-123.htm

Meyer Claude, « Le face-à-face Chine/Japon. Partenaires et rivaux », Études, 2006/12 (Tome 405), p. 585-596. DOI : 10.3917/etu.056.0585. URL : https://www.cairn.info/revue-etudes-2006-12-page-585.htm

Mottet Éric, Lasserre Frédéric, « Les enjeux géopolitiques de la Belt and Road Initiative : l'exemple laotien du
corridor économique Chine-Indochine », L'Information géographique, 2020/4 (Vol. 84), p. 68-86. DOI : 10.3917/lig.844.0068. URL : https://www.cairn.info/revue-l-information-geographique-2020-4-page-68.ht

Meyer Claude, « Le face-à-face Chine/Japon. Partenaires et rivaux », *Études*, 2006/12 (Tome 405), p. 585-596. DOI : 10.3917/etu.056.0585. URL : https://www.cairn.info/revue-etudes-2006-12-page-585.htm

D) *Œuvres non-scientifiques :*

June Teufel Dreyer, China and Japan: "hot Economics, cold politics" https://www.fpri.org/article/2014/07/china-and-japan-hot-economics-cold-politics/

Chine Magazine, Traité de paix sino-japonais: un nouvel ordre politique mondial, https://www.chine-magazine.com/traite-de-paix-sino-japonais-un-nouvel-ordre-politique-mondial/

L'APD du Japon;
https://www.jica.go.jp/french/publications/annual/2017/c8h0vm0000db34dw-att/2017_07.pdf

Lukin Artyom, « Mackinder Revisited: Will China Establish Eurasian Empire 3.0? », The Diplomat, https://thediplomat.com/2015/02/mackinder-revisited-will-china-establish-eurasian-empire-3-0/

Chine Magazine, Traité de paix sino-japonais: un nouvel ordre politique mondial, https://www.chine-magazine.com/traite-de-paix-sino-japonais-un-nouvel-ordre-politique-mondial/

WTO, Direction of Trade Statistics Yearbook 2011, Washington, DC , 2011, p. 305 https://data.imf.org/?sk=9d6028d4-f14a-464c-a2f2-59b2cd424b85&sId=1539174008154

Xinhuanet news, Les ministres chinois et japonais du Commerce s'engagent à renforcer la coopération économique bilatérale, http://french.xinhuanet.com/2018-04/16/c_137114614.htm

Japan-China ETF Connectivity, https://www.jpx.co.jp/english/equities/products/etfs/etf-connectivity/index.html